

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1000>



Bulletin Motivé(E)s n°4 (novembre 2011)

- Dans les départements - Seine-et-Marne -



Date de mise en ligne : vendredi 18 novembre 2011

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Bulletin téléchargeable au format PDF en bas de page.

Cette rentrée 2011 se serait donc passée pour le mieux dans le meilleur des mondes selon « notre » ministre Luc Châtel. Les effectifs augmentent dans le primaire et le secondaire mais, en toute logique, il continue de supprimer des milliers de postes d'enseignants.

Ah, que ne feraient pas nos gouvernants pour conserver le triple A, décerné par les agences de notations ! Pour rassurer les spéculateurs, les banquiers et les financiers, le gouvernement a donc décidé de sacrifier l'école publique et laïque. On trouve des milliards

d'euros pour sauver les banques mais il n'y a plus un centime pour l'éducation ! Pour rassurer l'opinion, le ministère a recours massivement à des contractuels précaires et sous-payés, le nombre de candidats aux différents CAPES s'effondre, tandis que les jeunes collègues stagiaires continuent d'être placés devant les élèves sans formation.

Cette politique qui sacrifie l'avenir de milliers de jeunes et précarise

l'ensemble de la profession, a des effets visibles dans notre pratique

au quotidien. Au collège René Barthélemy, le recours aux contractuels devient de plus en plus fréquent (5 cette année), des menaces pèsent

sur les futurs remplacements et, alors que le nombre d'élèves a augmenté cette année, notre DHG est en baisse.

Nous avons refusé de l'approuver l'an dernier pour cette raison et nous devons être collectivement vigilants. Cette logique se retrouve pour nos collègues de l'administration qui vont se voir imposer une surcharge de travail du fait de la non-reconduction des CUI (contrats d'insertion).

De même, nous n'avons toujours pas de COPsy titulaire au collège, les Professeurs Principaux de 3ème devenant ainsi des substituts aux conseillers d'orientation. C'est une même logique de management privé qui frappe tous les salariés des services publics. De la Grèce à l'Italie en passant par l'Espagne ou le Maghreb, les peuples commencent à s'organiser pour retrouver la maîtrise de leur destin. Il est urgent de réagir ensemble !

La grève unitaire du 27 septembre, la victoire de la FSU et du SNES aux élections professionnelles et le vote d'une large majorité de collègues de Nanjais en faveur de la liste FSU et sympathisants pour les élections au CA, montrent l'envie de résister d'une large majorité d'entre nous. C'est un point d'appui pour (re)faire de l'éducation une priorité. Il faudra se réunir encore, débattre, lutter et proposer un autre projet éducatif dont les objectifs premiers sont l'égalité et

l'émancipation. Nous avons des propositions concrètes et offensives à faire, pour (re)faire de l'école de la République une priorité.

Nous défendons un grand plan de titularisation immédiate de tous

les précaires de l'Education Nationale, la recreation des 70.000 postes perdus depuis 5 ans, la mise en place d'une véritable formation pour les enseignants stagiaires, des classes ne pouvant excéder 25 élèves en collège, du temps de concertation pédagogique supplémentaire, la stricte limitation des heures supplémentaires à une heure par semaine et la hausse de nos salaires de 10 à 20% pour les aligner sur ceux de nos homologues européens. Ces solutions devraient être au coeur du

débat présidentiel qui débute et nous serons attentifs aux propositions des différents candidats.

Pour défendre cette vision d'une éducation citoyenne et émancipatrice, des moyens existent d'ores et déjà :

revendiquer, ne jamais se résigner et renforcer le SNES, 1er syndicat de la profession, en participant activement à la vie syndicale au collège.

L'union fait la force !

(envoyé par Julien Guérin, secrétaire SNES S1 du collège de Nangis)